

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz , le 28 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TTM Environnement**

6 rue Denis Papin  
Zone Industrielle  
57690 Créhange

Références : CREHANGE\_TTM-Environnement\_2022-03-25\_RAPVI\_Astreinte\_MED\_MchH\_31366

### **1) Contexte**

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action « respect des échéances 2022 » et a porté sur les suites des contrôles précédents ayant notamment conduit à la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCAT/BEPE/n°2021- 181 du 30 août 2021. L'inspection a été annoncée le 10/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TTM Environnement
- 6, rue Denis Papin, Zone Industrielle, 57690 Créhange
- Code AIOT dans GUN : 0006207902
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société TTM Environnement est autorisée à exploiter une déchetterie industrielle sur le territoire de la commune de Créhange.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention des risques technologiques
- Contrôle d'une mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suite administrative :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/08/2021, article 1	Mise en demeure de respecter dans un délai de deux mois les dispositions de l'article 6.6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010	Astreinte
Fréquence de contrôle des moyens d'intervention	Arrêté préfectoral du 30/03/2010, article 6.6.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Plan des réseaux	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/08/2021, article 1	Mise en demeure de respecter dans un délai de deux mois les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010	Sans suite
VLE des eaux pluviales	Arrêté préfectoral du 30/03/2010, article 3.3.8	/	Sans suite
Autosurveillance des eaux pluviales	Arrêté préfectoral du 30/03/2010, article 8.2.1	/	Sans suite
Surveillance des rejets des eaux résiduaires	Arrêté ministériel du 14/01/2000, annexe I point 5.5.d	/	Sans suite
Modalités de prélèvement	Arrêté ministériel du 06/06/2018, annexe I point 5.5	/	Sans suite
Poteaux incendie	Arrêté préfectoral du 30/03/2010, article 6.6.3	/	Sans suite
Détection incendie	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/08/2021, article 1	Mise en demeure de respecter dans un délai de deux mois les dispositions de l'article 6.4.6 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010	Sans suite

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)
Clôture	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/08/2021, article 1	Mise en demeure de respecter dans un délai de deux mois les dispositions de l'article I.10 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010	Sans suite
Revêtement du site et étanchéité du réseau de collecte	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/08/2021, article 1	Mise en demeure de respecter dans un délai de deux mois les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010	Sans suite
Aménagement	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/08/2021, article 1	Mise en demeure de respecter dans un délai de deux mois les dispositions de l'article I.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010	Sans suite

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris des actions correctives permettant de lever certaines non-conformités ayant fait l'objet de la mise en demeure n°2021-DCAT/BEPE-181 du 30 août 2021.

Cependant, il a été constaté qu'aucune mesure n'a été prise pour permettre de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie dans un bassin de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel et dont le volume utile est d'au moins 308 m<sup>3</sup>. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet d'ordonner par arrêté préfectoral une l'astreinte administrative journalière fixée à 60 €/jour avec sursis à exécution de l'astreinte pendant 2 mois.

Par ailleurs, la prescription de l'article 6.6.2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 susmentionné relative à la fréquence de contrôle des moyens d'intervention n'est pas respectée pour le débit d'eau d'extinction incendie. L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant pour le non-respect de ces dispositions.

L'inspection des installations classées propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la préfecture de la Moselle.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection des milieux aquatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié :</u>  Plan des réseaux  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>-l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li><li>-les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ;</li><li>-les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;</li><li>-les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a fourni à l'inspection les plans mis à jour par un géomètre expert en août 2021. Ce plan répertorie les différents réseaux de collecte (pluviales et sanitaires) et les ouvrages associés (vannes). Cependant l'origine et le dispositif de protection de l'alimentation ne sont pas décrits. L'exploitant s'est engagé à fournir dans les plus brefs délais les éléments manquants sur le plan.  Par courriel du 30 janvier 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le plan des réseaux à jour.
<b>Observations :</b> La prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 août 2021 susmentionné, relatif à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié, est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2010, article 3.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection des milieux aquatiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Valeurs limites d'émission des eaux pluviales  L'exploitant est tenu de respecter, en sortie du décanteur-déshuileur les valeurs limites en concentration suivantes (référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 1 [cf. repérage du rejet sous l'article 3.3.5]) :  MEST : < 30 mg/l DCO : < 30 mg/l Hydrocarbures totaux : < 10 mg/l
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 21 juin 2021, l'exploitant n'avait pas été en mesure de fournir les analyses attestant du respect des valeurs limites en concentration en sortie du décanteur-déshuileur. Par courriel du 4 juillet 2021, l'exploitant s'était engagé auprès de l'inspection des installations classées à effectuer les analyses des eaux rejetées en y joignant un devis signé d'un laboratoire. Par courriel du 3 août 2021, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le prélèvement des eaux avait été réalisé le 12 juillet 2021 et être en attente des résultats.  Le jour de l'inspection du 19 janvier 2022, l'exploitant a présenté le rapport d'analyse n° TTM 21-04744 en date du 30 juillet 2021. Il a été constaté que les paramètres MES, DCO et hydrocarbures totaux respectent les valeurs limites de rejet imposées par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 susmentionné.
<b>Observations :</b> Les eaux pluviales de l'installation respectent, en sortie du décanteur-déshuileur, les valeurs limites en concentration des paramètres MES, DCO et hydrocarbures totaux imposées par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Autosurveillance des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2010, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection des milieux aquatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Autosurveillance des eaux pluviales  Une fois par an, l'exploitant fait effectuer par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement un prélèvement de son rejet d'eaux pluviales en aval du séparateur à hydrocarbures pour analyse des paramètres visés par l'article 3.3.8 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 21 juin 2021, l'exploitant n'avait pas été en mesure de fournir les analyses des paramètres visés par l'article 3.3.8 du présent arrêté, du prélèvement annuel de son rejet d'eaux pluviales en aval du séparateur à hydrocarbures. Par courriel du 4 juillet 2021, l'exploitant s'était engagé auprès de l'inspection des installations classées à effectuer les analyses des eaux rejetées en y joignant un devis signé d'un laboratoire. Par courriel du 3 août 2021, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le prélèvement des eaux avait été réalisé le 12 juillet 2021 et être en attente des résultats.  Le jour de la visite du 19 janvier 2022, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse n° TTM 21-04744 en date du 30 juillet 2021. Il a également présenté le devis effectué auprès du même laboratoire pour l'année 2022.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a engagé des actions pour respecter la fréquence annuelle de surveillance des eaux rejetées. Ce point pourra faire l'objet d'un prochain contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets des eaux résiduaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2660 ou 2661, annexe I, point 5.5.d
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection des milieux aquatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Dispositions concernant la surveillance des effluents aqueux  Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L. 35-8 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : [...] d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :  - indice phénols (NFT 90-109) : 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j, - chrome hexavalent (NFT 90-112) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j, - cyanures (ISO 6703/2) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j, - AOX (ISO 9562) : 5 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j, - arsenic et composés (NFT 90-026) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j, - hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j, - métaux totaux (NFT 90-112) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.  Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 21 juin 2021, l'exploitant n'avait pas été en mesure de fournir les analyses attestant du respect des valeurs limites des paramètres visés au point 5.5.d de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 susmentionné dans les rejets d'eaux résiduaires. Par courriel du 4 juillet 2021, l'exploitant s'était engagé auprès de l'inspection des installations classées à effectuer les analyses des eaux rejetées en y joignant un devis signé d'un laboratoire. Par courriel du 3 août 2021, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le prélèvement des eaux avait été réalisé le 12 juillet 2021 et être en attente des résultats.  Le jour de la visite du 19 janvier 2022, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse n° TTM 21-04744 en date du 30 juillet 2021. Il a été constaté que les polluants définis au point 5.5.d de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 susmentionné ont été analysés et respectent les valeurs limites de rejet.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté que les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites des paramètres visés au point 5.5.d de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## Nom du point de contrôle : Modalités de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexe I, point 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection des milieux aquatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> point 5.5 (partiel) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018  Dispositions concernant la surveillance des effluents aqueux  Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 21 juin 2021, l'exploitant n'avait pas été en mesure de fournir les analyses concernant la surveillance des rejets aqueux pour 2020 et 2021. Par courriel du 4 juillet 2021, l'exploitant s'était engagé auprès de l'inspection des installations classées à effectuer les analyses des effluents aqueux en y joignant un devis signé d'un laboratoire. Par courriel du 3 août 2021, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le prélèvement des eaux avait été réalisé le 12 juillet 2021 et être en attente des résultats.  Lors de l'inspection du 19 janvier 2022, l'exploitant a fourni le rapport d'analyse n° TTM 21-04744 du laboratoire en date du 30 juillet 2021. Celui-ci indique que l'échantillon analysé a été prélevé par le client. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer que l'échantillon prélevé a été effectué sur une durée de 24 heures et qu'il est représentatif du fonctionnement de l'installation.  Par courriel du 26 janvier 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, un devis signé d'un laboratoire pour l'analyse d'un prélèvement sur 24 heures pour l'année 2022.
<b>Observations :</b> Aucune suite proposée au vu des actions engagées par l'exploitant. Ce point pourra faire l'objet d'un prochain contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Poteaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2010, article 6.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Ressources  L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] un débit de 130 m <sup>3</sup> /h d'eau d'extinction incendie pendant deux heures. Ce débit peut être soit délivré par un réseau interne, soit par le réseau communal. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 21 juin 2021, l'exploitant n'a pas été en mesure de garantir le débit requis pour l'extinction incendie. Suite à cette visite, il avait été demandé à l'exploitant de justifier à l'inspection des installations classées de la disponibilité d'un débit de 130 m <sup>3</sup> /h d'eau d'extinction incendie, dans un délai d'un mois. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté une fiche de contrôle du District Urbain de Faulquemont (DUF) datée du 8 juillet 2019, attestant que le poteau incendie situé à proximité du site de TTM environnement est en mesure de desservir un débit de 130m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures.
<b>Observations :</b> L'exploitant a fourni les documents assurant que le débit délivré par le poteau incendie est conforme à la prescription de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : fréquence de contrôle des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2010, article 6.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. La fréquence de contrôle est au moins annuelle.
<b>Constats :</b> La dernière fiche de contrôle attestant que le poteau incendie situé à proximité du site de TTM environnement est en mesure de desservir un débit de 130m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures date du 8 juillet 2019. La fréquence de contrôle annuelle n'est pas respectée.
<b>Observations :</b> La prescription de l'article 6.6.2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 susvisée relative à la fréquence de contrôle des moyens d'intervention n'est pas respectée pour le débit d'eau d'extinction incendie. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la société TTM Environnement de respecter, sous un délai maximal de deux mois, les prescriptions de l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié. En ce sens, un projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Mise en Demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de détection
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 6.4.6 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié :</u>  Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques  Dans le bâtiment, un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs. Une vérification annuelle de ces équipements est réalisée par un organisme compétent. Les rapports sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  Le transfert de l'alarme et le traitement de l'information fournie par le détecteur doivent pouvoir être réalisés pendant et en dehors des périodes d'exploitation.
<b>Constats :</b> Par courriel du 29 octobre 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un contrat de service pour mise en place d'un système automatique incendie signé le 28 septembre 2021.  Lors de l'inspection du 19 janvier 2022, il a été constaté que le système de détection incendie a été installé. L'exploitant a indiqué qu'il est en fonctionnement depuis le 27 décembre 2021. Selon l'exploitant, le transfert de l'alarme du détecteur incendie est effectué sur le téléphone du directeur du site en dehors des périodes d'exploitation.
<b>Observations :</b> La prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 août 2021 susmentionné, relatif à l'article 6.4.6 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010, est respectée. Il est rappelé à l'exploitant que les équipements relatifs au système de détection incendie doivent être contrôlés annuellement par un organisme compétent et que les rapports doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces dispositions seront contrôlées lors d'une prochaine inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article I.10 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié :</u>  Aménagement des accès, voiries  L'accès au site doit être limité et contrôlé. A cette fin, le site est clôturé par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de deux mètres.  Toutes les issues ouvertes doivent être surveillées et gardées pendant les heures d'exploitation. Elles sont fermées à clef en dehors de ces heures. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 21 juin 2021, l'inspection des installations classées a constaté que la clôture ne ceinturait pas la globalité du site et n'atteignait pas à certains endroits la hauteur minimale exigée. Par courriel du 4 juillet 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un devis signé du 3 juin 2021 pour la mise en place d'une clôture sur la zone ouest du site.  Lors de l'inspection du 19 janvier 2022, il a été constaté que l'ensemble du site est clôturé sur une hauteur minimale de 2 mètres. L'exploitant a indiqué que les issues du site sont fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.
<b>Observations :</b> La prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 août 2021 susmentionné, relatif à l'article article I.10 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié, est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Revêtement du site et étanchéité du réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 30/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié :</u>  Entretien et surveillance Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 21 juin 2021, il a été constaté que le revêtement en enrobé et le réseau de collecte en béton étaient fortement détériorés en un endroit du site, ce qui pouvait conduire à une infiltration des eaux dans le sol. Par courriel du 4 juillet 2021, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les travaux de reprise du revêtement seraient réalisés dans les meilleurs délais selon la disponibilité des entreprises consultées.  Lors de la visite du 19 janvier 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les travaux de revêtement du sol ont été effectués et que la partie du réseau de collecte détériorée a été restaurée.
<b>Observations :</b> La prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 août 2021 susmentionné, relatif à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié, est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Aménagement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 30/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article I.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié :</u>  Les installations sont aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté.  Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode de fonctionnement ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 21 juin 2021, il a été constaté que les stockages de déchets ne respectaient pas les plans présents dans le dossier de demande d'autorisation du 27 août 2007 : <ul style="list-style-type: none"><li>•Présence de deux importants stockages de déchets plastiques en limites Nord et Sud-Est du site ;</li><li>•Présence d'une benne contenant des déchets en dehors de l'enceinte clôturée ;</li><li>•Présence de grands récipients pour vrac (GRV) remplis de déchets plastiques en limite Nord du site.</li></ul> Le jour de la visite du 19 janvier 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les installations sont aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation.
<b>Observations :</b> La prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 août 2021 susmentionné, relatif à l'article I.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE - 133 du 30 mars 2010 modifié, est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Bassin de confinement et bassin d'orage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 30/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Article 6.6.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié :</p> <p>Bassin de confinement et bassin d'orage</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par les articles 3.3.7 et 3.3.8.</p> <p>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc. est collecté dans un bassin d'orage.</p> <p>Les bassins peuvent être confondus, auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site ; en tout état de cause le volume utile de ce bassin est d'au moins 308 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite du 21 juin 2021, il a été constaté que le site était dépourvu de bassin de confinement et de bassin d'orage.</p> <p>Par courriel du 29 octobre 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une proposition de projet du confinement des eaux incendie ;</li> <li>• Un calcul des besoins en eau pour la lutte contre l'incendie au niveau du bâtiment (D9) ;</li> <li>• Un dimensionnement du volume de rétention des eaux extinction incendie (D9a).</li> </ul> <p>Il ressort de ces documents que le débit minimal requis pour la lutte incendie est de 90 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, et que le volume de rétention nécessaire, en conséquence, est de 227m<sup>3</sup>.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'exploitant propose de confiner les eaux d'extinction sur l'aire imperméabilisée de son site pour un volume calculé de 187 m<sup>3</sup> auquel il associera un volume de rétention complémentaire de 40 m<sup>3</sup>, afin d'obtenir le volume total calculé.</li> <li>• Cependant le dossier de demande d'autorisation indique que le besoin en eau pour la lutte contre l'incendie pour le site est de 130 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures et que volume de confinement est de 308 m<sup>3</sup>. De plus, le courriel de l'exploitant du 29 octobre 2021 ne tient pas compte du volume des eaux de pluie susceptibles d'être collectées dans le bassin d'orage dans le calcul du dimensionnement de son bassin.</li> </ul> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'écart du dimensionnement du débit minimal requis pour la lutte incendie (D9) et donc in fine du besoin en rétention, entre le dossier de demande d'autorisation et son projet de confinement des eaux.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que la rétention n'a pas été mise en place et l'exploitant n'a pas apporté d'éléments nouveaux sur la création d'une rétention additionnelle.</p> <p>Par courriel du 17 mars 2022 l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son engagement à mettre en place une rétention des eaux incendie d'un volume global de 308 m<sup>3</sup>. Il indique être en phase d'attente de retour de devis et qu'il s'engage à communiquer les délais de réalisation dès la réception de ces derniers.</p> <p>L'inspection a contacté l'exploitant le 24 juin 2022 pour connaître les suites apportées depuis le 17 mars 2022, date à laquelle il s'engageait à réaliser le bassin de confinement de 308 m<sup>3</sup> et indiquait attendre des devis. L'exploitant a indiqué être toujours dans l'attente de devis.</p>
<p><b>Observations :</b> l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Moselle d'imposer une astreinte administrative assortie d'un sursis à exécution de 2 mois à l'exploitant, tant que le respect des prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 août 2021, relatif à l'article 6.6.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010</p>

modifié, n'est pas démontré. En ce sens, un projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> avec suites
<b>Proposition de suites :</b> astreinte